



AVS consolidée, problème fiscal maintenu

economiesuisse se réjouit du double oui des citoyens à la réforme et au financement de l'AVS. L'assurance sociale la plus importante du pays retrouve ainsi une base financière stable pour les années à venir. En revanche, l'organisation faîtière de l'économie regrette le rejet de justesse de la réforme de l'impôt anticipé. La Suisse maintient ainsi un obstacle inutile pour son économie. economiesuisse se félicite du rejet de l'initiative sur l'élevage.

L'organisation faîtière de l'économie s'est engagée, au sein d'une large alliance, en faveur de la réforme de l'AVS. economiesuisse se réjouit de l'acceptation, la première depuis un quart de siècle, d'une réforme de notre principale institution sociale et de sa consolidation financière. Pour les milieux économiques, il est clair que d'autres réformes structurelles seront inévitables afin de stabiliser l'AVS à moyen terme. Ces réformes doivent désormais être lancées.

Les Suisses ont malheureusement rejeté de peu la modification de la loi fédérale sur l'impôt anticipé. Ce rejet écarte la possibilité de rapatrier en Suisse des recettes fiscales et des activités commerciales qui continueront de profiter à d'autres pays. La Confédération, les cantons, les communes, les entreprises et le service public auraient pourtant pu profiter de cette réforme ciblée. Compte tenu de la discussion à venir sur l'imposition minimale de l'OCDE, l'abolition aurait été un pas important pour maintenir l'attractivité de notre économie face à la concurrence internationale. Les défis croissants de la concurrence fiscale internationale restant entiers, il est donc d'autant plus important de mettre en œuvre l'impôt minimum de l'OCDE en l'accompagnant de mesures favorisant le

maintien de la compétitivité. La balle est dans le camp de la Confédération et des cantons.

economiesuisse salue le rejet de l'initiative populaire inutile sur l'élevage intensif. La Suisse dispose déjà aujourd'hui d'une loi sur la protection des animaux exigeante d'un système de contrôles qui fonctionne. C'est donc à juste titre que les électeurs suisses se sont prononcés contre une réglementation superflue.